



CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 17 JUILLET 2020

L'an deux mille vingt , le dix sept juillet, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

GOALEC Bernard

Excusés

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)
PHILIPPE Georges (pouvoir à CANN Joël)
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
TRMAL Marie-France (pouvoir à SOUN Véronique)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à BERVAS Viviane)
LETEURE Tiphaine (pouvoir à BODILIS Jean-François)
YVINEC Odile (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

| | |
|------------|---|
| Objet | Zone d'activités économiques de Saint Alar - convention pour l'exploitation d'un poste de relevage assainissement collectif |
| Rapporteur | Patrick LECLERC |
| Service | Services techniques |
| Thème | Assainissement |



Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

L'assainissement collectif de la zone d'activités économiques de Sant Alar comprend un poste de relevage, situé sur la commune de Ploudaniel (Communauté de Communes Lesneven Côtes des Légendes). Il desservira des abonnés de Ploudaniel (Communauté de commune de Lesneven Côtes des Légendes) mais aussi des abonnés de la commune de Plouédern (Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas).

Ce poste, propriété de la Communauté de Communes Lesneven Côtes des Légendes, sera exploité et maintenu en fonctionnement par la régie de l'eau et de l'assainissement de la Communauté de Communes du Pays de Lesneven Côte des Légendes.

Ce poste desservant des abonnés des 2 collectivités, il convient de mettre en place une convention qui régit son exploitation et la répartition des coûts d'exploitation entre la Communauté de Communes Lesneven Côtes des Légendes et la Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas.

La Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas a délégué, par contrats de concession, la gestion des services de l'eau et de l'assainissement à la société publique locale (SPL) Eau du Ponant. En tant que concessionnaire, dans le cadre du contrat de délégation de service public, la SPL Eau du Ponant aura donc à sa charge la participation financière relative à l'exploitation de ce poste et est donc à ce titre signataire de la convention jointe en annexe.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Lesneven Côtes des Légendes,

Vu le contrat de concession assainissement eaux usées d'Eau du Ponant entré en vigueur au 1^{er} janvier 2019,

Vu le projet de convention annexé à la présente délibération.


Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 16 juillet 2020

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 16 juin 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la convention tripartite relative à l'exploitation du poste de relevage situé sur la Zone d'Activité Économique de Sant Alar jointe en annexe,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention tripartite et les avenants éventuels à intervenir si l'exploitation du poste le nécessitait, notamment en matière de clé de répartition.



Signé par :
Patrick Leclerc
Date : 20/07/2020
Qualité :
Président-Maire



**Service de l'eau Communauté Lesneven Côte des
Légendes**

&

**Communauté de communes du Pays de Landerneau
Daoulas**

&

Eau du Ponant

**CONVENTION RELATIVE AU POSTE DE SANT ALAR A
PLOUDANIEL**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté de communes du Pays de Landerneau Daoulas, dont le siège social est 59 rue de Brest 29800 LANDERNEAU représentée par son président, Patrick LECLERC, autorisé à la signature des présentes par délibération du Conseil communautaire et désignée dans ce qui suit par l'appellation "CCPLD",

d'une part,

ET

La société Eau Du Ponant, dont le siège social est 210 Boulevard François Mitterrand CS 30117 GUIPAVAS 29802 BREST CEDEX 9 représentée par son directeur, et désignée dans ce qui suit par l'appellation "EDP",

ET

La Communauté de communes Lesneven Côte des Légendes, dont le siège social est 12 Boulevard des Frères Lumières 29260 LESNEVEN, représentée par **Monsieur Bernard TANGUY**, agissant en qualité de Président en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

La Zone d'activités économiques de Sant Alar comprend un poste de relevage dédié à l'assainissement collectif situé sur la commune de Ploudaniel (CLCL) qui dessert également des usagers situés sur la commune de Plouedern (CCPLD). Ce poste est la propriété de la CLCL. Il sera exploité et maintenu par la régie de l'eau et de l'assainissement Lesneven Côte des Légendes. Cette convention a pour but de définir la répartition des coûts d'exploitation engendrés par ce poste entre la CCPLD et la CLCL. A noter que la CCPLD a délégué la gestion des services de l'eau et de l'assainissement à la société publique locale Eau du Ponant.

ARTICLE 1 : EXPLOITATION, MAINTENANCE DU POSTE

La régie de l'eau et de l'assainissement Lesneven Côte des Légendes assurera :

- L'exploitation et la maintenance du poste
- Le renouvellement des pièces préventif ou curatif si nécessaire

A titre indicatif les prestations de maintenance comprennent une visite de contrôle hebdomadaire ainsi qu'une visite annuelle. Les visites préventives devraient approcher un volume de 60 heures par an. Par principe les visites curatives ne peuvent être estimées.

ARTICLE 2 • FRAIS D'EXPLOITATION

Les frais de fonctionnement sont supportés par la CLCL.

Les frais de fonctionnements suivants :

- Charges de personnel d'exploitation sur le poste
- Frais de télécommunication
- Frais consommation électrique
- Contrôles périodiques (électricité, levage)

seront partagés entre la CLCL (50%) et la CCPLD via EDP (50%).

Lorsque des changements de pièce ou matériel seront nécessaires les frais (pièces et Main d'œuvre) seront répartis à 50/50 entre CLCL et CCPLD via EDP.

Si la répartition 50/50 des coûts entre les 2 EPCI paraît déséquilibré au regard des volumes d'eaux usées provenant des 2 EPCI et donc au détriment d'une des 2 parties ce critère pourra être revu. La partie qui souhaite cette révision devra faire part par écrit de son souhait qui sera pris en compte sur l'année civile suivant la demande.

ARTICLE 3 – MODALITES DE FACTURATION

La CLCL présentera une synthèse détaillée des frais pris en charge sur le poste sur une année N chaque année en début d'année N+1 par la CLCL. La répartition 50% CCPLD via EDP, 50% CLCL sera attribuée. Une facture sera émise par la CLCL vers la CCPLD via EDP.

Le taux horaire appliqué à la facturation sera celui défini dans les grilles de tarifs de la régie de l'eau et de l'assainissement Lesneven Côte des Légendes. Ces tarifs sont votés chaque année par le conseil communautaire de la CLCL et sont donc susceptibles d'évoluer chaque année. Les tarifs 2020 CLCL sont annexés à la présente convention en annexe 1.

Si une pièce est changée le prix de facturation pris en compte est le prix d'achat de la pièce par la CLCL (pas de coefficient appliqué).

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention est conclue pour la durée de 1 an, reconductible par tacite reconduction à la date anniversaire de signature.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties qui pourra en demander la révision sur la base d'éléments argumentés mettant en valeur un déséquilibre.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur à la mise en service du poste prévue dans le courant du 1^{er} semestre 2020.

Pour la CCPLD

Le Président

Pour la CLCL

Le Président,

Pour EDP

Le directeur

ANNEXE 1 : Tarifs 2020 Assainissement CLCL